



Sud Éducation Champigny
191 rue de Verdun 94500
CHAMPIGNY/MARNE
sudeducchampigny@orange.fr

Alors, Monsieur le ministre, la rentrée s'est si bien passée que ça?

C'est la question que SUD Education Champigny a posé à la réunion d'informations syndicales du 14 octobre à Champigny.

Plutôt qu'un long discours, voici les propos des collègues, comme ils sont venus...

- **L'embauche de contractuel-les.** A la rentrée, ils-elles ont été posé-es comme des sacs dans les écoles, après un entretien d'une demi-heure, sans formation. Leur est promis une visite dans l'année d'un-e conseiller-ère pédagogique. Pour le reste, c'est l'improvisation totale. Pour beaucoup, ce sont des bouche-trous : plusieurs prennent même le rôle d'AESH pour pallier la pénurie !

Se vivent aussi des situations ubuesques : la DASEN donne la priorité aux contractuels-les sur des postes, si bien que des titulaires, dans le second degré, se retrouvent sans affectation et restent à la maison, dans l'attente d'un poste !

- **De plus en plus d'enfants sont en grande souffrance et explosent**, ce qui retentit sur les écoles. Face à cela, plusieurs inspecteurs-trices ne sont pas présent-es, certains-es sont à l'écoute mais démunis-es. « Bon courage ! », voici ce que plusieurs collègues ont reçu comme aide devant leur détresse ! Que fait-on pour ces enfants ? Enfants et adultes sont délaissés.

- **La situation des AESH est catastrophique** : un nombre impressionnant de postes non pourvus délaisse des enfants qui en ont grandement besoin et laisse les enseignant-es seul-es face à des difficultés croissantes.

- **On nous demande de résoudre les problèmes de la société** (le surpoids des enfants, l'acculturation,...), de jouer un rôle de plus en plus éducatif à la place des familles, tout cela sans formation, ni moyen. Cela dépasse largement notre rôle. Mais, puisqu'il n'y a plus de prévention pour les enfants, plus de psychologues, d'infirmiers-ères, de personnels de soins, c'est aux enseignant-es de gérer tout cela. Et les familles se reposent logiquement vers l'école, car c'est le seul lieu où le service public reste présent.

- Parallèlement, **l'école qui nous est imposée aujourd'hui met les enseignant-es en grande souffrance** : les directives ministérielles se multiplient et transforment les directeurs-trices en messagers d'injonctions contradictoires. Les équipes sont noyées sous les projets, car il faut remplir de la paperasse pour tout et rien. L'école se ferme de plus en plus aux parents, qui doivent rester à la porte (vigipirate, crise sanitaire, ...), excepté en maternelle où cela s'ouvre davantage. Mais il faut remplir des dossiers de 4 pages simplement pour permettre, par exemple, à des parents de venir co-animer des ateliers en classe !

La formation continue est réduite à peau de chagrin et, à la place, on nous impose des animations bien souvent dérisoires.

Les concertations multiples nous sont imposées hors temps scolaire pour la plupart (le midi, le mercredi,...). Beaucoup de directeurs-trices ne demandent plus de remplaçant-es (c'est une denrée si rare !) pour que ces concertations se passent sur le temps scolaire. Cela rallonge d'autant notre temps de travail et joue sur notre vie hors de l'école.

- Nous sommes noyés sous les mails, les différents projets que l'on nous impose du haut, souvent en déconnexion totale avec ce que nous vivons...

Tout est fait pour que nous ne puissions pas nous réunir et travailler en équipe.

Nous souffrons d'une perte du collectif. La suppression du samedi matin travaillé nous a fait perdre du temps de classe et nous fait courir après le temps et des programmes délirants, Les APC, instaurées pour justifier la fin des RASED, ne nous permettent plus de nous réunir et de réfléchir collectivement. Les réformes des programmes, les consignes ministérielles se superposent, sans avoir été évaluées, et nous obligent à revoir très fréquemment notre travail. La hiérarchie invente des obligations (la notion d'animation pédagogique obligatoire, notamment, est une notion qui n'existe absolument pas !). Il ne faut plus réfléchir à notre métier : nous devons obéir ! Et nous créons bien souvent notre propre servitude, en acceptant toutes les directives, car nous sommes une « institution du bon élève ».

Enfin, nous ressentons une volonté de contrôle hiérarchique, **un flicage de l'institution**. Des IEN tombent dans l'autoritarisme, on se fait marcher dessus, il y a une grande souffrance au travail, mais on n'en parle pas ! Les IEN et les municipalités préfèrent aller dans le sens des familles au détriment souvent des collègues. Les démissions se multiplient, les reconversions aussi.

- Quant à « l'école du futur », tant vantée par le gouvernement, c'est ressenti comme de la poudre aux yeux et c'est fait dans un flou artistique total !

La cité éducative du Bois l'Abbé est évoquée : le budget est alloué en fonction des projets, budget géré par le pilote de la cité éducative. Au départ, 400 000 euros étaient prévus. En fait, il n'y a que 200 000 euros dans l'enveloppe. Le projet a été lancé juste avant le covid. Les équipes ont travaillé sur de nombreux projets, mais à l'heure actuelle, pas un sous n'a été distribué ! Personne, sauf le patron, ne sait où sont passés les milliers d'euros !

Alors non, la rentrée ne se passe pas bien ! Les enseignant-es sont en grande souffrance et l'école va de mal en pis !

A SUD Education, nous pensons que nous avons les moyens de reprendre collectivement notre métier en mains. Nous appelons les collègues à relever la tête et ne plus accepter de n'être que des exécutant-es.

Battons-nous pour que notre métier retrouve du collectif, du sens, et que l'école ait les moyens de fonctionner de façon démocratique, afin que chaque enfant bénéficie de l'enseignement auquel il a droit.